

Burundi : après deux ans de crise, un pays totalement dans l'impasse

RFI, 25-04-2017 Deux ans, jour pour jour, après la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat - c'était le 25 avril 2017 - une grave crise politique s'est installée au Burundi et a déjà fait plus de 2 000 morts et des centaines de cas de personnes portées disparues et torturées, selon l'ONU et les ONG. Le dialogue interburundais, sous la direction de l'ancien président tanzanien, Benjamin Mappa, est totalement en panne depuis des mois, et la communauté internationale paraît bien impuissante. Elle n'est pas parvenue à mettre fin au conflit.

Aujourd'hui, tout le monde semble attendre avec impatience l'organisation d'un sommet régional, considéré comme celui de la dernière chance pour trouver une issue diplomatique à la crise. Les nombreuses tentatives du facilitateur Benjamin Mkapa pour mettre enfin sur les rails un dialogue de sortie de crise - qui n'a jamais décollé - n'ont rien donné. Comme au premier jour, Bujumbura a systématiquement refusé de discuter avec son opposition en exil, regroupée au sein du Cnared. Il l'accuse d'être derrière les violences au Burundi et la tentative de coup d'Etat de mai 2015, au plus fort des manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Les pressions de la communauté internationale ainsi que les sanctions financières de l'Union européenne - le premier bailleur de fonds de ce pays classé parmi les plus pauvres du monde - n'y ont rien fait. Le régime burundais s'est plutôt réplié sur lui-même, selon des observateurs, en dénonçant un « complot international » destiné à le faire tomber. Deux ans après le début de la crise, l'ONU et les ONG continuent de dénoncer de graves violations des droits humains au Burundi malgré les déclarations du pouvoir, mais là aussi, Bujumbura - qui surfe sur la vague des divisions de la communauté internationale - a refusé le déploiement de 220 policiers et une commission d'enquête des Nations unies, sans aucune conséquence. Sa réponse a été plutôt un retrait pur et simple de la Cour pénale internationale (CPI). Depuis des mois, tout le monde, commencer par l'ancien président tanzanien, a les yeux braqués sur le sommet des chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, prévu courant mai, à les seuls à même d'imposer au président Nkurunziza des négociations sans conditions, selon l'opposition et des diplomates. « Une crise imaginaire » Joint par RFI, Gaston Sindimwo, premier vice-président du Burundi, assure que depuis plusieurs mois, la crise est terminée. « C'est la paix totale au Burundi. C'est une crise imaginaire, n'en déplaise aux détracteurs. Néanmoins, il peut y avoir quelques incidents qui peuvent pas entacher la paix nationale et la concorde nationale. Aujourd'hui, la crise est derrière nous. Malheureusement, les choses sont toujours là et nous sommes en train de faire face à tout cela », a-t-il expliqué. Face aux affirmations de l'ONU et des ONG qui continuent de dénoncer de graves violations des droits humains, toujours commises au Burundi, le premier vice-président affirme que « c'est terminée ». « Nous sommes en phase de reconstruction de la Nation. N'en déplaise aux détracteurs. Nous sommes à l'œuvre pour mettre les Burundais tous ensemble », a ajouté Gaston Sindimwo. « Des violences à l'abri des regards indiscrets » Après deux ans de crise au Burundi, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dénonce un discours qui sert à masquer la réalité et dresse un bilan catastrophique, à savoir plus de 2 000 morts, des centaines, voire des milliers de personnes torturées, plus de 10 000 en détention arbitraire et plus de 400 000 Burundais ayant fui des violences essentiellement à l'actif des forces de l'ordre et de la milice Imbonerakure. Joint par RFI, Florent Geel, directeur Afrique de la FIDH, explique que ces violences « s'agissent de dénoncées par l'ONU - se poursuivent avec cette différence qu'elles se font désormais à l'abri de tout regard indiscret. « Le gouvernement a mis tout en place pour éliminer tout élément gênant. Ainsi, les Nations unies - qui devaient déployer des observateurs - ont été empêchées par le gouvernement. L'Union africaine - qui devait déployer 100 observateurs militaires et 100 observateurs des droits de l'homme - n'arrive pas à déployer plus d'une cinquantaine et encore, ils sont contraints dans leurs déplacements. Ils n'ont même pas de statut légal, en quelque sorte, et ne peuvent donc pas travailler. La société civile - qui théoriquement joue aussi ce rôle de témoin de ce qui est en train de se passer - a été éliminée. Il ne reste que quelques personnes qui font du travail au péril de leurs vies », a-t-il souligné. « Donc, on tue, on fait disparaître, on torture à l'abri des regards indiscrets et on dit que les choses vont mieux et sont sous contrôle. C'est effectivement la définition des régimes totalitaires, dictatoriaux et arbitraires qui veulent continuer à tuer à l'abri des regards indiscrets. C'est malheureusement la réalité aujourd'hui au Burundi », a dénoncé Florent Geel, directeur du bureau Afrique de la FIDH.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});